



Visite du Président de la République Fédérale de Somalie au Burundi



Le mercredi 15 novembre 2023, le Président de la République Fédérale de Somalie Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud a effectué une visite de travail d'une journée au Burundi. A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le Président de la République Fédérale de Somalie a été accueilli par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Ambassadeur Albert SHINGIRO. Au Palais Présidentiel, il a été accueilli vivement par Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE, Président de la République du Burundi.

Le Président de la République du Burundi et son homologue somalien se sont entretenus sur le renforcement de leurs excellentes relations bilatérales qui existent depuis longtemps entre, non seulement les deux Gouvernements, mais aussi entre les peuples burundais et somaliens comme l'a indiqué Ambassadeur Albert SHINGIRO, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement. Ils se sont félicités aussi de la création de la Commission mixte de coopération chargée de définir un cadre de coopération bilatérale entre les deux pays dans différents secteurs

Dans cette Edition:	page
Visite du Président de la République Fédérale de Somalie au Burundi	1
Le Chef de l'Etat rencontre les Dirigeants des banques et microfinances	2
Une délégation japonaise apprécie les œuvres initiées par la Première Dame du Burundi	2
Le Burundi célèbre la Journée Mondiale de la vue	3
Le rôle de la cartographie censitaire est important pour le recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage	4
Les énergies doivent être canalisées sur la plantation du café, du coton, et du thé, selon le Secrétaire Général du parti au pouvoir, CNDD-FDD	5
	7

comme la défense, la sécurité, l'agriculture, l'éducation, la santé, le tourisme, et le commerce, etc. Le Président Somalien a remercié son Homologue burundais pour ses efforts remarquables au rétablissement de la paix et de la sécurité en Somalie par le biais de la mission de transition de l'Union Africaine en Somalie. Les deux Chefs d'Etat ont rendu hommage aux troupes burundaises, à l'armée nationale soma-

lienne et aux autres troupes qui sont en première ligne pour lutter contre le groupe terroriste. Ils ont échangé également sur leur engagement à l'égard des priorités de la Communauté de l'Est Africaine (EAC) pour la période 2022-2026 à savoir la mise en œuvre intégrale de guichet douanier unique, le renforcement de la paix, de la sécurité, de la bonne gouvernance dans la région et le renforcement de l'intégration régionale. **(MAECD)**

Le Chef de l'Etat rencontre les Dirigeants des banques et microfinances



Le mardi 14 novembre 2023, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a rencontré les Dirigeants des banques, des micro finances et des bureaux de change au Palais Ntare Rushatsi.

Le Chef de l'Etat a indiqué que cette réunion avait pour but d'évaluer l'économie du pays.

Abordant le problème de pénurie des devises que connaît le pays, le Chef de l'Etat a voulu savoir si les bureaux de change collaborent avec les banques. « Pour les Etrangers qui viennent au Burundi, où trouvent-ils la

monnaie locale », s'est interrogé le Président de la République.

Il a recommandé à la Banque de la République du Burundi (BRB) de travailler en synergie avec les banques commerciales afin de conjuguer leurs efforts dans la lutte contre le blanchiment d'argent.

Il a réaffirmé que pour réussir ce pari, le service de renseignement financier doit intervenir. « Nous voulons la transparence dans la gestion des finances publiques et de l'ordre dans l'économie du pays, les intervenants dans le domaine des finances publiques doivent être conscients de cela, » a-t-il martelé.

Au cours de la réunion, les participants se sont convenus sur une série d'actions à mener en vue de booster l'économie du pays notamment la lutte contre le blanchiment d'argent, les réseaux mafieux qui détournent les devises ainsi que le contrôle de la bonne gestion des finances.

Ils ont également proposé au Gouvernement du Burundi d'arriver à la vision du Burundi pays Emergent en 2040 et Développé en 2060. Il faut investir dans des domaines autres que l'agriculture, le secteur minier et ont demandé à ce qu'il y ait une révision de la loi relative à l'extraction des mines. **(RTB)**

Une délégation japonaise apprécie les œuvres initiées par la Première Dame du Burundi

Le mardi 14 novembre 2023, la Première Dame du pays S.E Angeline Ndayishimiye, en compagnie de la délégation japonaise conduite par Honorable FUKUYO Nakamori, Représentante de l'Association des Echanges Economiques des Femmes d'Asie, Pacifique et Afrique, a effectué une descente sur terrain en province de Gitega.

L'objectif de cette descente était de s'enquérir de l'état des lieux des différentes œuvres initiées par la Première Dame et explorer le terrain où les experts japonais pour-

raient commencer le projet de multiplication et production de la culture du riz.

La Première Dame du Pays S.E Angeline Ndayishimiye, en compagnie de l'Honorable FUKUYO Nakamori, a effectué une visite guidée dans les services médicaux de la Polyclinique Umugiraneza de Kibimba en commune de Giheta et au Centre Urumuri se trouvant à l'hôpital régional de Gitega et qui traite les fistules obstétricales.

Au Centre Urumuri de Gitega, la Première Dame du

Pays S.E Angeline Ndayishimiye en compagnie de ses visiteurs a octroyé une assistance en vivres et



non vivres aux patientes souffrant de fistules obstétricales. « Cette pathologie est traitable et guérissable », a indiqué la Première Dame dans son message de réconfort aux patientes.

Après le Centre Urumuri de Gitega, la Première Dame du Pays S.E Angeline Ndayishimiye, en compagnie de ses Hôtes, a poursuivi sa visite à l'Ecole fondamentale de Mukoro en commune Bugendana pour s'enquérir de l'état des lieux du projet des can-

tines scolaires dont elle est marraine.

La Représentante de l'Association des Echanges Economiques des Femmes d'Asie-Pacifique-Afrique guidée par la Première Dame du Burundi a clôturé sa visite au complexe agro-pastoral de la famille présidentielle situé sur la colline Bitare de la commune Bugendana en province Gitega.

La Première Dame S.E Angeline Ndayishime a souligné que la délégation japonaise s'est réjouie des projets réalisés par la fondation Umugiraneza dont elle est Présidente.

La visite de la délégation japonaise au complexe agro-pastoral de la famille présidentielle avait pour but d'explorer le terrain où les experts japonais pourront initier le projet de multiplication et production du riz. La Première Dame du Pays S.E Angeline Ndayishimiye a invité les services en charge de l'agriculture à bien collaborer avec ces experts japonais dans l'accomplissement de ce projet qui durera trois ans. Pour elle, "avec ce projet de production de riz, chaque bouche aura à manger et le pays aura des devises",

Son Excellence Angeline Ndayishimiye a demandé également aux Autorités burundaises à faciliter la tâche aux investisseurs qui présentent leurs projets visant le développement du pays. (RTNB)

Le Burundi célèbre la Journée Mondiale de la vue



Le jeudi 13 novembre 2023, le Ministère de la Santé Publique et de Lutte contre le SIDA, à travers son Programme National de Lutte contre les Maladies Tropicales Négligées et la Cécité (PNIMTNC), avec l'appui de Fred Hollows Foundation (FHF), a piloté, les cérémonies marquant la journée mondiale de la vue à l'hôpital régional du cinquantenaire Natwe Turashoboye de Karusi sous le thème: "Aimez vos yeux au travail".

Les cérémonies se sont organisées au Burundi à travers le projet de "Renforcement de la santé oculaire dans le secteur public au Burundi" qui est mis en œuvre depuis 2022 par les hôpitaux régionaux de Ngozi et Karusi pour une période de trois ans sur financement de Fred Hollows Foundation (une organisation non gouvernementale australienne et à but non lucratif) et sous la coordination du Ministère en charge de la santé à travers le Programme National de Lutte contre les Maladies Tropicales Négligées et la Cécité.

A l'occasion de cette journée mondiale de la vue, le Directeur Général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a indiqué que les affections oculaires et les troubles de la vision sont très répandus et, bien trop souvent, ils ne sont pas traités. Il a informé aux personnes qui ont besoin de soins oculaires peuvent bénéficier d'interventions de qualité sans être exposées à des difficultés financières. Il a ajouté que l'inclusion des soins oculaires dans les plans nationaux de santé et les en-

sembles de soins essentiels constituent, pour chaque pays, une étape importante sur la voie de la couverture sanitaire universelle.

La Déléguée de Fred Hollows Foundation Madame Isabella Unzia a fait savoir qu'à l'échelle mondiale, plus d'un milliard de personnes vivent avec une déficience visuelle parce qu'elles ne reçoivent pas les soins dont elles ont besoin pour des affections comme la myopie, la presbytie, le glaucome ou la cataracte. Tel est le constat du premier Rapport mondial sur la vision publié par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Madame Isabella Unzia a également fait savoir que la charge des affections oculaires et des déficiences visuelles n'est pas répartie de manière égale : les plus touchés sont généralement les personnes vivant en milieu rural, les personnes à faible revenu, les femmes,

les personnes âgées, les personnes handicapées, les minorités ethniques et les populations autochtones.

Selon le Directeur Général de la Santé Publique Dr Cléophile Akindavyi, l'objectif de la célébration de cette journée est d'informer et sensibiliser les intervenants en santé oculaire, les familles et les communautés, au dépistage et à l'opération du glaucome et à la cataracte à travers une campagne organisée à cet effet.

Le Directeur Général de la Santé Publique Dr Cléophile Akindavyi a indiqué qu'au Burundi, le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a souscrit la lutte contre la cécité parmi ses priorités, cela s'exprimant par l'intégration dans ses Plans Nationaux des politiques, l'amélioration de la santé oculaire de la population en luttant contre les maladies évitables et curables et la malvoyance. (RTNB)

Le rôle de la cartographie censitaire est important pour le recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage



Le jeudi 16 novembre 2023, l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU) et le Bureau Central du Recensement (BCR) ont organisé le 5^{ème} café statistique sous le thème « Rôle de la cartographie censitaire pour le recensement général de la population de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE) au Burundi » dans le but de partager l'importance de la cartographie censitaire pour la bonne réussite du dénombrement principal de ce recensement.

Le Directeur Général de l'INSBU, Monsieur Nicolas Ndayishimiye a, dans son mot d'ouverture de la 5^{ème} café statistique, fait savoir que ce 5^{ème} café statistique au Burundi a été organisé au moment où le

pays va démarrer les travaux de la cartographie principale de son 4^{ème} recensement général de la population et de l'habitat pour faire une seule et grande opération statistique sous le label du recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE).

Il a rappelé que le Burundi a fait un saut technologique en s'alignant aux recommandations internationales relatives à la conduite de la série des recensements 2020, spécialement l'utilisation des nouvelles technologies de l'information pour améliorer la qualité des données et réduire les délais de publication des résultats aussi bien des travaux de la cartographie principale.

A cette occasion, Monsieur Ndayishimiye a souligné que l'approche numérique du RGPHAE va renforcer le dispositif d'analyse des données par thématique notamment avec l'apport du géo-référencement des structures et des infrastructures d'appui au développement.

Il a expliqué que la réussite du RGPHAE repose essentiellement sur la cartographie censitaire, car cette dernière permet d'avoir les trois principaux résultats. Il s'agit d'une base de données cartographiques géo-référencée et numérisée mettant à jour les limites et descriptions des collines et quartiers du Burundi, d'une base de sondage numérique pour les recensements et les enquêtes à réaliser durant la période intercensitaire et d'un système d'information géographique disposant d'un outil informatisé de gestion des zones de dénombrement géo-

référéncées pour les enquêtes.

Monsieur Ndayishimiye a en outre rappelé que les travaux de collecte de données de la cartographie principale qui ont démarré avec la formation des superviseurs le 23 octobre 2023, vont se réaliser sur tout le territoire national, durant les cinq mois prochaines, et a invité tout un chacun à accompagner le bureau central de recensement dans ce processus qui lui permettra de rendre disponible d'importantes données économiques, socioculturelles et démographiques pour le développement du Burundi et pour le bien-être de sa population.

Au cours de la présentation, le Responsable du service d'analyse et de publication au bureau centrale de recensement, Monsieur Alexis Nimubona qui a exposé sur le thème susdit, a rappelé qu'un recensement est un ensemble d'opérations qui consistent à recueillir, grouper, évaluer, analyser, et publier ou diffuser de toute autre manière, des données sociodémographiques et économiques se rapportant, à un moment donné, à tous les habitants d'un pays ou d'une partie bien déterminée d'un pays.

Nimubona a signalé que la réalisation d'un tel recensement comporte plusieurs phases parmi lesquelles la cartographie censitaire qui occupe une place déterminante car c'est d'elle que dépend la réussite de l'exhaustivité du dénombrement principal de la population, des logements et des exploitations agricoles sans omissions ni duplications.

A cet effet, le Responsable d'analyse et de publication a indiqué que la cartographie est l'un des phases cruciales du recensement qui consiste à découper le territoire à recenser en unités opérationnelles simples tel que chacune d'elle puisse être rigoureusement couverte par un agent recenseur durant le temps imparti au dénombrement principal.

D'après lui, cette cartographie a pour objectif de faciliter l'organisation de la collecte des données lors du dénombrement de la population et ainsi réaliser la couverture exhaustive du territoire sans omissions ni doubles comptes. Et d'ajouter que cette cartographie a pour but de spatialiser les résultats du recensement en élaborant des cartes thématiques.

Il a continué en précisant que la cartographie du RGPHAE va aussi tenir compte la délimitation des provinces, communes, zones, collines et quartiers du 15 juillet 2022, qui délimite le territoire national en cinq provinces, 42 communes, 447 zones et 3044 collines et quartiers, pour élaborer le géocodage des unités statistiques de cartographie et d'éviter que les données de différents utilisateurs potentielles soient obsolètes à court, à moyen et à très long terme. Il a révélé certains résultats provenant de la cartographie censitaire notamment les cartes des zones de dénombrement, les fichiers géographiques numériques actualisés des collines et quartiers, cartes thématiques sur les données ainsi que les rapports d'analyse des données sur les infrastructures communautaires. **(ABP)**

Les énergies doivent être canalisées sur la plantation du café, du coton, et du thé, selon le Secrétaire Général du parti au pouvoir, CNDD-FDD



Le mercredi 15 novembre 2023, le Secrétaire Général du parti CNDD-FDD, Monsieur Révérien Ndikuriyo et le Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, Madame Marie Chantal Nijimbere, ont organisé, à

Bujumbura, une réunion d'échange à l'intention des experts et acteurs des secteurs public et privé, en vue d'explorer les voies et moyens de promouvoir et de diversifier les exportations.

Selon Monsieur Ndikuriyo, pour que le pays soit émergent en 2040 et développé en 2060, tous les Burundais doivent renforcer le climat d'affaires dans tous les secteurs et lutter contre la fraude. Il a ajouté que les impôts et les taxes doivent contribuer au développement du pays. Selon lui, les énergies doivent être canalisées sur la plantation du café, du coton, et du thé qui amènent beaucoup des devises dans le pays.

Le Secrétaire Général du parti CNDD-FDD a profité de cette occasion pour interpeller les experts et les

acteurs présents de travailler en synergie et d'exporter sur le marché international les produits fabriqués au Burundi afin que les étrangers puissent aimer les produits made in Burundi. Il dit que c'est un autre moyen d'avoir des devises.

De son côté, le Ministre Nijimbere a fait savoir que le Burundi est un pays à économie ouverte et intégrée par les communautés économique, régionale, continentale et mondiale. Elle a souligné qu'il est possible d'augmenter l'offre exportable, en développant des chaînes de valeur à avantage comparatif et en facilitant l'accès aux financements aux producteurs-exportateurs, en qualité et en quantité.

Le Ministre Nijimbere a rappelé que l'exploitation du café présente de nombreuses opportunités sur le marché international. Elle a invité tous les Burundais d'investir beaucoup dans le domaine de l'agriculture du café pour exporter une quantité suffisante et obtenir beaucoup des devises. Elle a souligné que la plantation du thé est également très rentable car, il rapporte 46 mille dollars par an. Les exportations des produits Burundi rapportent également environ 20 milliards Fbu, de même que le tabac, a-t-elle expliqué.

A cet effet, le Ministre a cité certains facteurs qui font que des Burundais ne gagnent pas des marchés internationaux. Il s'agit notamment du manque de laboratoires, du faible niveau de négociation des investisseurs burundais, le manque d'esprit entrepreneurial ainsi le commerce transfrontalier illégal.

Pour remédier à cela, le Ministre a demandé au gouvernement du Burundi de soutenir les investisseurs et de renforcer techniquement le Bureau de normalisation du Burundi et de lui doter d'un laboratoire spécial pour contrôler correctement les produits fabriqués dans notre pays.

Au cours de la présentation, Dr Willy Marcel Ndayitwayeko qui a exposé sur le thème «Agriculture burundaise, comment en faire un secteur clé de diversification d'exportations» a indiqué que le secteur du commerce reste l'un des piliers de l'économie et le secteur agricole dispose des potentialités de contribuer dans la diversification des exportations. Actuellement, le secteur agricole est caractérisé par des quantités minimales d'exportations traditionnelles reposant principalement sur le café et le



thé.

A cet effet, il a cité certains atouts et faiblesses qui se trouvent dans les exportations des produits agricoles au Burundi. S'agissant des atouts, il a cité notamment la diversité des produits artistiques en provenance de l'agriculture, le lac Tanganyika, l'intégration régionale et les accords bilatéraux et multilatéraux pour l'accès aux marchés étrangers, l'environnement favorable à l'agriculture propice pour les fruits tropicaux ainsi que la main d'œuvre abondante et bon marché.

Concernant les faiblesses, il a repris celles mentionnées par le Ministre Nijimbere auxquelles, il a ajouté les défis de l'industrie agroalimentaire au Burundi, à savoir la conservation des produits agricoles, le problème d'accès aux financements à moyen et long terme avec des taux d'intérêt raisonnables, le manque de compétence et de maîtrise de la technologie agroalimentaire au niveau national ainsi que la faible production agricole.

Selon Dr Willy Marcel Ndayitwayeko, les moyens de promouvoir et diversifier les exportations au marché international, sont, notamment de l'identification des marchés, l'usage des services diplomatiques, la facilitation commerciale tout à long de la chaîne de valeur du produit, le renforcement de la synergie entre le Ministère en charge de l'agriculture, le Ministère en charge du commerce et l'OBR, la formation des experts négociateurs en terme des échanges commerciaux ainsi que le renforcement du secteur privé.

Au cours des échanges, les participants se sont accordés sur l'urgence d'investir dans l'industrie agroalimentaire notamment les infrastructures de transformation, de conservation et de contrôle de qualité pour accéder aux marchés internationaux. **(ABP)**

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Dévelop- pement

Département de la Communica- tion

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi